

Faits saillants

- **Sud Irumu : Découverte de deux nouveaux sites de déplacés abritant près de 9 000 personnes.**
- **Enlèvement des civils par un groupe armé non encore identifié dans le Territoire d'Aru.**

Contexte général

- Dans le nord de l'Ituri, en Territoire d'Aru, des miliciens inconnus ont enlevé 15 personnes à Agoroba (20 km nord ouest d'Ingbokolo), le 20 juin dernier. Cette situation a créé une psychose au sein des populations, qui se seraient déplacées vers des localités environnantes. Ce nouvel activisme armé risque d'estomper un important élan de retour des populations observé récemment à Ingbokolo. Pour rappel, l'insécurité causée par un groupe d'hommes armés au début de 2013 avait contraint plusieurs milliers de civils à trouver refuge au Soudan du sud et à se déplacer à l'intérieur d'Aru.

Mouvements de population

- Deux nouveaux sites de déplacés, existants depuis le mois de mai dernier, ont été découverts par une mission de protection - MONUSCO, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et OCHA - la semaine dernière à Aveba. Près de 9 000 personnes vivent dans ces sites et n'auraient évidemment pas reçu d'aide humanitaire - articles ménagers essentiels (AME) et abris, eau, hygiène et assainissement, éducation, santé et nourriture - depuis lors. Selon le comité local, les PDI n'auraient aucune intention de retour tant que la situation sécuritaire ne serait pas garantie dans leur zone d'origine.

Besoins et réponses humanitaires

Multi secteur

- En se basant sur les statistiques de la Croix Rouge locale, l'ONG Médecins Sans Frontières (MSF) de Kisangani rapporte que 3 615 personnes (723 ménages) déplacées vivent à Opienge depuis février dernier dans des conditions précaires et sans assistance. Hébergées par des familles d'accueil, ces personnes auraient des besoins en vivres, articles ménagers essentiels, eau, hygiène et assainissement et abris. Pour leur survie, les PDI travailleraient dans les plantations des populations hôtes. Ces personnes avaient fui des affrontements entre les FARDC et les miliciens de major Luc à la mi-avril 2014. On craint que l'on puisse avoir beaucoup plus de personnes déplacées mais sans avoir accès à elles. Une équipe du mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP) est déployée cette semaine à Opienge (District de la Tshopo) pour une évaluation multisectorielle.

Besoins non couverts/ alertes précoces

Santé

- Le projet de santé de l'ONG MEDAIR prendrait fin le 31 juillet 2014 dans huit formations sanitaires de la zone d'Ango (District du Bas-Uele). Ce programme d'appui aux structures sanitaires, financé par le Fonds commun humanitaire (Pooled fund), l'USAID et OFDA ainsi que le Gouvernement suisse, a pu atteindre près de 67 000 bénéficiaires depuis son démarrage en 2011. Cependant, les responsables d'une des structures sanitaires bénéficiaires de cet appui (Centre de référence de santé de Banda) pensent que la population n'est pas encore prête pour se prendre en charge. Avec la clôture prochaine de ce projet, il faut craindre que ces structures sanitaires ne puissent connaître à la longue une baisse de fréquentation et une rupture de stock en médicaments. Par conséquent, les populations déjà pauvres pourraient être amenées à se livrer aux soins médicaux traditionnels. Par ailleurs, la fin de ce programme intervient dans un contexte où l'on a des besoins « post-LRA » cumulés aux besoins structurels, mais sans la présence d'acteurs capables de prendre le relais pour la transition.